



**VILLE DE PLOEMEUR**  
MORBIHAN

Envoyé en préfecture le 24/04/2017  
Reçu en préfecture le 24/04/2017  
Article 16  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
25 AVR. 2017  
D-855-215601636-20170424-APPDAUF20170403-AR  
DEPARTEMENT DU MORBIHAN  
COMMUNE DE PLOEMEUR

Direction Aménagement Urbanisme  
Environnement Foncier  
AD/FG  
Mail: aurba@ploemeur.net

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES ARRETES DU MAIRE**

**ARRETE DAUF/03/2017**

**OBJET : Arrêté du Maire prescrivant l'enquête publique portant sur la modification N°5 du Plan Local d'Urbanisme (secteur du Gaillec)**

**LE MAIRE,**

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L 153-31, L 153-36 à L 153-40, L 153-41 à L 153-44, R 153-8 et suivants ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 123-1 à L 123-19 et R 123-1 à R 123-27, relatifs aux enquêtes publiques ;

Vu la loi N° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

Vu la loi N° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'enquête publique mentionnée à l'article R 123-11 du code de l'environnement ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 14 mars 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu les délibérations du conseil municipal en date du 5 octobre 2016 approuvant les modifications n°1 ; n°2, n°3 et n°4 du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu l'arrêté du maire DAUE/01/2017 en date du 6 février 2017 engageant la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (secteur du Gaillec) ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 9 février 2017 prescrivant la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (secteur du Gaillec) ;

Vu l'ordonnance N° EI 17000094 / 35 en date du 10 avril 2017 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rennes désignant Madame Joslane GUILLAUME en qualité de commissaire enquêteur ;

Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique ;



**VILLE DE PLOEMEUR**

MORBIHAN

Envoyé en préfecture le 24/04/2017  
Reçu en préfecture le 24/04/2017  
Affiché le **25 AVR. 2017**  
ID : 056-215601626-20170424-APDAUF20170403-AR

## **ARRETE**

**Article 1 :** Il sera procédé à une enquête publique portant sur la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de PLOEMEUR, pour une durée de 33 jours, à partir du lundi 15 mai 2017 à 9h et jusqu'au vendredi 16 juin 2017 (inclus) à 17h.

**Article 2 :** Madame Josiane GUILLAUME a été désignée en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Rennes.

**Article 3 :** Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront déposés à la Mairie de Ploemeur, Pôle Aménagement et Patrimoine (services techniques et urbanisme), boulevard François Mitterrand à Ploemeur pendant 33 jours consécutifs du lundi 15 mai 2017 au vendredi 16 juin 2017 (inclus).

Le dossier d'enquête publique et les observations formulées seront tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture au public exceptés les jours fériés, soit les lundi, mardi, mercredi et vendredi de 8h à 12h et de 13h30 à 17h et le jeudi de 8h à 12h.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier d'enquête publique en Mairie au Pôle Aménagement et patrimoine et faire part éventuellement de ses observations, propositions et contre-propositions :

- Soit en les consignant sur le registre d'enquête ;
- Soit en les adressant par correspondance à Madame le commissaire enquêteur – enquête publique modification du PLU - 1 rue des Ecoles - 56274 Ploemeur cedex
- Soit par voie électronique à l'adresse suivante [plu@ploemeur.net](mailto:plu@ploemeur.net)

Le dossier sera consultable sur le site internet de la ville de Ploemeur [www.ploemeur.com](http://www.ploemeur.com)

Le dossier sera également accessible depuis un poste informatique disponible au pôle Aménagement et Patrimoine aux heures indiquées ci-dessus.

La présente modification n°5 du PLU n'est pas soumise à évaluation environnementale et ne comporte donc pas une évaluation environnementale. Il n'existe pas de rapport sur les incidences environnementales ou une étude d'impact. Les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête se trouvent dans le dossier d'enquête.

Les personnes souhaitant obtenir des informations sur les projets, ou une copie, peuvent s'adresser à la Direction Aménagement Urbanisme et Foncier aux heures d'ouverture.

Renseignements : 02 97 86 40 90

**Article 4 :** Le commissaire enquêteur assurera 3 permanences au Pôle Aménagement et Patrimoine, boulevard François Mitterrand à Ploemeur afin de recevoir les observations du public et les consigner au procès-verbal, les :





## VILLE DE PLOEMEUR

MORBIHAN

Envoyé en préfecture le 24/04/2017

Reçu en préfecture le 24/04/2017

Affiché le

25 AVR. 2017

ID : 056-215601626-20170424-APDAUF20170403-AR

- Lundi 15 mai 2017 de 9h à 12h ;
- Mercredi 31 mai 2017 de 14h à 17h ;
- Vendredi 16 juin 2017 de 14h à 17h ;

**Article 5 :** A l'expiration du délai de l'enquête publique prévu à l'article 1<sup>er</sup>, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur. Après la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur convoquera dans la huitaine le responsable de l'autorité organisatrice de l'enquête publique et lui communiquera sur place les observations écrites et orales du public, celles-ci consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire dans un délai maximum de 15 jours, ses observations éventuelles.

Après avoir examiné les observations du public et les remarques éventuellement adressées par les personnes publiques associées et les personnes morales consultées, ainsi que par l'autorité organisatrice de l'enquête publique, le commissaire enquêteur disposera d'un délai de 30 jours à compter de la fin de l'enquête publique, pour transmettre au Maire son rapport relatant le déroulement de l'enquête et, dans un document séparé, ses conclusions motivées précisant si elles sont favorables ou défavorables. Une copie des rapports et conclusions motivées du commissaire enquêteur sera adressée au Président du Tribunal administratif de Rennes.

**Article 6 :** Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de la commune pendant un an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1<sup>er</sup> de la loi N°78-753 du 17 juillet 1978.

**Article 7 :** Un avis au public faisant connaître l'ouverture et portant les indications contenues aux articles précédents sera publié 15 jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les 8 premiers jours de celle-ci en caractères apparents dans les annonces légales des deux journaux ci-après :

- Ouest France
- Le Télégramme

Cet avis sera en outre affiché en différents lieux de la commune : Mairie, Pôle Aménagement et Patrimoine, Océanis, Passe-Ouest et sur le site du Gallec.

L'avis sera également en ligne sur le site de la ville de Ploemeur

Ces publicités seront certifiées par le Maire.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la seconde insertion.

**Article 8 :** A l'issue de l'enquête publique, le conseil municipal délibérera, au vu du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, pour approuver le projet de modification, éventuellement modifié pour tenir compte d'observations et avis pouvant être émis au cours de l'enquête et des possibles réserves et/ou recommandations du commissaire enquêteur.



**VILLE DE PLOEMEUR**

**MORBIHAN**

Envoyé en préfecture le 24/04/2017

Reçu en préfecture le 24/04/2017

Affiché le

**25 AVR. 2017**

ID : 056-215601626-20170424-APDAUF20170403-AR

**Article 9 :** le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de rennes – Hôtel de Bizien, 3 contour de la Motte, CS 44416, 35044 RENNES CEDEX – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision dans les 2 mois de la publication de la décision considérée. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse (l'absence de réponse au recours gracieux au terme de 2 mois vaut rejet implicite).

**Article 10 :** le Maire et le commissaire enquêteur sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé :

- Au Préfet du Morbihan
- Au Sous-Préfet de Lorient
- Au commissaire enquêteur
- Au Président du Tribunal Administratif de Rennes

A PLOEMEUR, le

**24 AVR. 2017**



Le Maire,

Ronan LOAS